

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

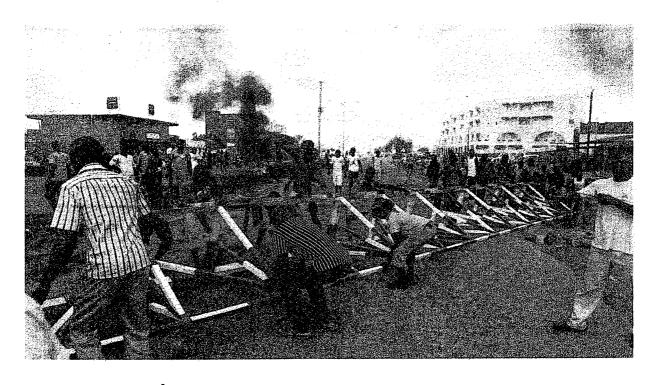
ISSN 0241 0494

Le 20 septembre 2015

N° 415

PRIX: 0,60 Euro

#### **BURKINA FASO**



APRÈS LE NOUVEAU PUTSCH MILITAIRE, QUELLE PERSPECTIVE POUR LES TRAVAILLEURS ET LES OPPRIMÉS ?

SOMMAIRE AU VERSO

#### SOMMAIRE

#### Editorial

Burkina Faso

Après le nouveau putsch militaire, quelle perspective pour les travailleurs?

#### Pages 3

Côte d'Ivoire: Leur mascarade électorale d'un côté, la situation catastrotrophique des travailleurs de l'autre:

#### Page 4

Côte d'Ivoire : Entre amis on se fait des cadeaux !

#### Page 5

Côte d'Ivoire : Le patronat propose des miettes aux travailleurs

#### Page 7

- Sénégal : A cause de l'incurie du pouvoir, le paludisme fait des ravages
- Kenya: Un mémorial pour ne pas oublier les crimes de l'impérialisme britannique

#### Page 8

Les migrants: Liberté de circulation, à bas les frontières!

#### **ABONNEMENT**

France: (En tarif réduit)

12 numéros: 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

#### Autres pays:

Nous consulter

#### ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet: www.uatci.org

#### é ditorial

### BURKINA FASO APRÈS LE NOUVEAU PUTSCH MILITAIRE, QUELLE PERSPECTIVE POUR LES TRAVAILLEURS ET LES OPPRIMÉS ?

Moins d'un an après le renversement de la dictature de Blaise Compaoré et son remplacement par un régime dit de « transition » (dirigé par Michel Kafondo, censé organiser des élections en octobre 2015), les partisans de Blaise Compaoré ont repris le pouvoir par un coup d'Etat. Depuis le 17 septembre, c'est le général Gilbert Diendéré qui s'est autoproclamé président du Conseil national pour la démocratie (CND). Ce général putschiste n'est autre que l'ancien bras droit de Blaise Compaoré. Il faisait partie du clan de ceux qui ont assassiné l'ancien président Thomas Sankara en octobre 1987, après avoir participé à la prise du pouvoir de ce dernier en 1983. Lorsque Compaoré a pris le pouvoir après l'assassinat de son compagnon de route, il a placé Gilbert Diendéré à la tête d'un régiment chargé spécialement de sa sécurité.

Après 27 années de dictature, Compaoré est renversé par une insurrection populaire en octobre 2014. La mobilisation populaire, notamment de la jeunesse a mis fin à son régime mais pas à la mainmise des militaires sur la vie politique. Par l'entremise de la France, c'est Michel Kafondo qui a été installé comme un pantin à la tête du régime de transition, flanqué de généraux et de colonels. Craignant d'être débordé par « le pouvoir de la rue », les dirigeants du régime de transition ont tout fait pour démobiliser la jeunesse et miser sur « l'esprit républicain de l'armée » pour soi-disant « rétablir la démocratie ». C'est donc délibérément que Kafondo et ses partisans du gouvernement de transition ont choisi de faire confiance à l'armée plutôt qu'à la mobilisation populaire de la rue. Les principaux galonnés partisans de l'ancien président Compaoré ont continué d'occuper leurs postes au sein de l'armée. C'est le cas du général Gilbert Diendéré qui se trouvait toujours à la tête du même régiment de 1300 hommes, chargé de la sécurité présidentielle (RSD).

La jeunesse et les habitants des quartiers populaires étant démobilisés depuis la chute de Compaoré, le général putschiste n'a éprouvé aucune difficulté pour renverser Kafondo et ses partisans.

De fait, dans ce pays le pouvoir est entre les mains des militaires depuis 1966. Ils s'y sont maintenus avec l'assentiment des dirigeants de l'impérialisme français, dans la mesure où ces militaires assurent l'ordre impérialiste dans ce pays. Les intérêts des capitalistes français dans ce pays n'ont jamais été mis en cause, y compris durant les quelques années du pouvoir de Sankara où des jeunes cadres de l'armée burkinabè jouaient avec le verbiage anti-impérialiste.

Le seul moment où la mobilisation populaire a réussi à chasser les militaires du pouvoir ce fut lors de l'insurrection de l'année dernière. La jeunesse scolaire, les habitants des quartiers populaires, les travailleurs et les salariés de la fonction publique, par leur mobilisation, par leur envie d'en finir avec le pouvoir dictatorial des galonnés, avaient réussi à faire tomber Compaoré. Grâce à ce soulèvement populaire le pouvoir politique est tombé entre les mains de ceux qui se définissent comme « la société civile », c'est-à-dire des politiciens timorés qui n'ont comme ambition que de profiter de leur passage au pouvoir pour s'enrichir le plus vite possible. Ces derniers n'ont pas voulu toucher à l'armée; bien au contraire ils ont continué à confier à celle-ci le rôle de « garant de la démocratie républicaine». Mais les galonnés qui ont pris l'habitude de se servir sans intermédiaire dans les caisses de l'Etat, n'entendent pas abandonner si facilement leurs prérogatives. Ils ont mis Kafondo et sa clique à leur place, en prison ou sous leur surveillance.

Aujourd'hui, on entend de nouveau les leaders des appareils politiques de la « société civile » lancer des appels pressants à la jeunesse estudiantine, à la population des quartiers populaires et aux travailleurs pour qu'ils se remobilisent et fassent de la « résistance » devant les putschistes. On a entendu quelques uns d'entre eux faisant appel à la « grève générale » pour contraindre l'armée à leur remettre le pouvoir. Ils ont aussi fait appel aux dirigeants de l'Union Africaine et de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique

de l'Ouest) pour qu'ils convainquent les putschistes de retourner dans les casernes.

La jeunesse a répondu à cet appel en se mobilisant de nouveau. Des barricades sont apparues ça et là dans la capitale Ouagadougou ou à Bobo Diolasso, la deuxième grande ville du pays. Les manifestants ne sont pas armés face aux militaires putschistes. On déplore déjà, trois jours après le putsch, six morts et une centaine de blessés par balles parmi les manifestants. Le nombre de victimes n'est hélas que provisoire.

Combien de temps le général Diendéré tiendra-t-il au pouvoir face à la pression de la rue et des dirigeants des pays voisins qui ne souhaitent pas voir le retour des militaires au pouvoir de peur aussi de voir le même scénario se reproduire chez eux? Cela dépendra aussi des calculs des dirigeants de l'impérialisme français qui ne souhaitent pas le basculement de cette sous-région dans une instabilité chronique.

Ce qui est sûr c'est que si les travailleurs se mobilisent par des grèves et des manifestations de rue aux côtés de la jeunesse, ils n'ont aucun intérêt à faire confiance aux politiciens du type de Kafondo et autres « civils » de son genre qui ne sont que des réactionnaires de surplus. pantins. travailleurs ne doivent faire confiance qu'en leur propre organisation politique. l'existence d'une telle organisation mettant en avant leurs propres revendications et mots d'ordre de classe exploitée et opprimée, ils ne feront que servir de chair à canon pour d'autres catégories sociales qui tireront profit de leur lutte.

#### **CÔTE D'IVOIRE**

## LEUR MASCARADE ÉLECTORALE D'UN CÔTÉ, LA SITUATION CATASTROPHIQUE DES TRAVAILLEURS DE L'AUTRE

Le gouvernement et la classe politique qui gravite autour de lui dans l'opposition ou dans la majorité présidentielle, se préparent avec grand bruit à l'élection présidentielle qui doit se tenir le mois prochain. Une dizaine de candidats sont en compétition. Cependant, rien de fondamental ne les différencie.

Pour les travailleurs et les populations pauvres l'enjeu est pour ainsi dire nul. Quel que soit le camp gagnant, c'est bonnet-blanc, blanc-bonnet! Rien ne changera quant à la situation des pauvres. Les travailleurs continueront à être soumis à la même exploitation capitaliste, à la même injustice et à la même répression de

l'appareil d'Etat, en cas de révolte. L'Etat continuera à être au service des riches.

Cette élection n'est qu'une mascarade pour amuser la galerie ; d'autant plus que Ouattara et ses alliés du RHDP sont assurés d'emporter le morceau.



Une affiche électorale du candidat Ouattara, lors de la précédente élection présidentielle

Dans ses tournées électorales, Ouattara se vante d'avoir construit des routes, des ponts et d'avoir relancé l'économie. En effet, les affaires des riches sont au mieux depuis son arrivée au pouvoir. La classe capitaliste gagne beaucoup d'argent, en particulier, les plus puissants. De nouveaux hôtels luxueux et des centres commerciaux toujours plus grands sortent de terre et illustrent cette prospérité des classes riches.

De leur côté, les travailleurs et les populations pauvres ne peuvent pas en dire autant. Dans les entreprises, la précarité est de mise. Les salaires sont au rabais et ne permettent pas de tenir le mois tellement la vie est chère. Dans les quartiers pauvres, l'insécurité règne. Le gouvernement continue sa sale besogne que le précédent pouvoir avait commencée avant lui : à savoir, chasser les pauvres des trottoirs et casser leurs habitats, pour laisser plus d'espaces à la classe riche, même si cela aggrave la misère!

Ouattara se prépare donc à exercer son second mandat mais les travailleurs n'ont rien à attendre de lui, comme ils ne peuvent rien attendre des élections en générale. Aucune élection n'a jamais changé le sort des travailleurs. Seules leurs luttes peuvent les aider à améliorer leur sort et à changer le rapport de forces en leur faveur, contre le patronat qui les exploite et contre le gouvernement au service de la classe possédante.

#### **CÔTE D'IVOIRE**

#### ENTRE AMIS ON SE FAIT DES CADEAUX!

La presse a révélé que Ouattara a offert des véhicules de luxes à Affi N' Guessan et à Mamadou Koulibaly.

Du coup, Affi N'Guessan s'est insurgé pour dire que ce n'est pas Ouattara qui lui a offert ce cadeau mais le gouvernement de Côte d'Ivoire. Allez chercher l'erreur!

C'est ce même Affi qui a bénéficié des largesses de Ouattara qui a fait payer à l'Etat une somme faramineuse pour réhabiliter son logement personnel situé au quartier luxueux de Riviéra Golf, suite au vandalisme subi durant la crise postélectorale. Cela aurait coûté, dit-on, plusieurs centaines de millions de francs.

Tout dernièrement, la presse a révélé qu'un autre « opposant », KKB, était allé se faire soigner en France, entièrement aux frais de Ouattara, pour ne pas dire de l'Etat. Et ce même KKB qui fait ensuite semblant d'aboyer plus que les autres contre Ouattara.

Des exemples de ce genre illustrent le fait que tous ces hommes politiques qui s'insultent par journaux interposés durant les campagnes électorales ne font que jouer un jeu de rôle. Il faut être vraiment naïf pour croire qu'ils défendent des politiques différentes et que les travailleurs peuvent attendre quelque chose de bon venant de ce panier de crabes.

\*\* \*\* \*\* \*\* \*\* \*\* \*\* \*\* \*\*

#### **CÔTE D'IVOIRE**

# LE PATRONAT PROPOSE DES MIETTES AUX TRAVAILLEURS

Le représentant du patronat ivoirien a tenu une conférence de presse le mardi 15 septembre, dans son siège au Plateau, pour annoncer une revalorisation des salaires.

Selon lui, les salaires ont augmenté dans 20 secteurs d'activité. Si le Smig est passé officiellement de 36.000 F à 60.000 F, il y a de celà plus d'un an, cela fait plus de vingt-cinq ans que les autres salaires n'ont pas bougé. Pourtant, le patronat n'a concédé que des miettes variant de 7 à 13 %.

salarié qui Ainsi. un mensuellement 100.000 F et qui obtient une augmentation de 11% verrait relever son salaire de seulement 11.000 F. La Commission Indépendante Permanente de Concertation (CIPC) qui a décidé ces nouveaux salaires était dirigée par le N° 2 du patronat ivoirien. Quant aux centrales syndicales comme Ugtci, Dignité, Fesaci et autre, qui ont participé à cette commission, elles ont tout juste servi de faire valoir au patronat dans l'objectif de faire avaler la mauvaise pilule aux travailleurs. D'ailleurs, ces dirigeants de syndicats sont le plus souvent des gens du même monde que la classe bourgeoise elle-même. Ils n'ont rien à voir avec les travailleurs dont ils prétendent défendre les intérêts.

Ce qui est intéressant à retenir pour les travailleurs, c'est qu'au dire même du responsable patronal, c'est la manifestation de 2008 qui est à l'origine de cette revalorisation salariale. Pour ceux qui s'en souviennent, la flambée des prix des denrées de première nécessité avait alors poussé la population pauvre à descendre dans les rues dans 3 communes d'Abidjan. Il y eut au moins un mort causé par la répression des forces armées. Ces manifestations appelées « émeutes de la faim », avaient suffi à ébranler le pouvoir d'alors et le patronat. C'est dire que même cette petite augmentation, est le résultat des luttes antérieures!

Mais les travailleurs devront néanmoins se battre pour imposer l'application de cette augmentation, aussi minime soit-elle, par leurs employeurs. Celle-ci est rétroactive à compter de janvier 2015 et il faudra l'arracher au patronat.

#### **CÔTE D'IVOIRE**

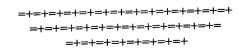
## LES ÉCOLES PRIVÉES NE SONT RIEN D'AUTRES QUE DES ENTREPRISES CAPITALISTES

C'est actuellement les inscriptions pour la rentrée scolaire 2015-2016. C'est la période pour les « fondateurs » d'écoles de faire les poches aux parents d'élèves.

Pour les élèves qui ont été orientés par l'État dans ces établissements privés, il est demandé aux parents de faire d'abord l'inscription en ligne à hauteur de 3000 F CFA. Après, il faut débourser des sommes allant de

30.000 F CFA à 70.0000 F CFA, en fonction de l'établissement.

Normalement, c'est à l'État de payer le coût de la scolarité. Les parents ne devraient payer que l'inscription. Pourtant, vu le montant des droits d'inscriptions exigés pour les élèves affectés par l'État, c'est à se demander si les gens du gouvernement ne sont pas de mèche avec les tenants des « écoles-boutiques » pour s'en mettre plein les poches.



#### **CÔTE D'IVOIRE**

## CAMPAGNE CONTRE LES FAUX MÉDICAMENTS C'EST LE CAPITALISME QUI TUE

Une campagne de grande envergure contre les faux médicaments a été lancée récemment. A cette occasion, la radio RFI a consacré plusieurs émissions de sensibilisation. La presse nationale a aussi relayé cet événement.

Il en existe plusieurs catégories : ceux dans lesquels, on note une absence de principe actif ; il y a le cas des médicaments qui contiennent de faux principes actifs, ceux dont le dosage est incorrect. Dans certains cas, il s'agit de faux emballages. Les médias ont fait état d'un produit vendu contre la toux, fabriqué avec de l'antigel de voiture. Cela a causé 84 décès au Nigéria en 2009. Au Niger, il y a quelques années, 2500 enfants avaient été vaccinés avec de l'eau du fleuve.

L'utilisation de faux médicaments provoquerait la mort de près de 800.000 personnes par an, surtout dans les pays sous-développés.

Dans une ville comme Abidjan, la prolifération des médicaments de la rue est très répandue. Dans les gares routières, les marchés et dans les rues, on retrouve de plus en plus de «médecins» improvisés qui vendent des médicaments à coups de beaux discours. Des gens qui s'autoproclament « tradi-praticiens » pullulent un peu partout.

Avec la baisse continue du pouvoir d'achat des masses pauvres, se soigner convenablement relève d'un véritable casse-tête.

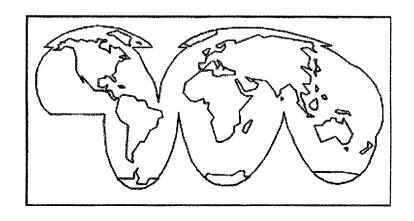
Des soins de qualité, cela coûte très cher. Seule une petite couche de la population y a accès. L'écrasante majorité est obligée de se soigner dans la rue. Les campagnes de sensibilisation n'y changeront malheureusement pas grand-chose.

Par ailleurs, derrière la lutte contre les «pharmacies par terre» se cachent les intérêts des pharmaciens et des firmes pharmaceutiques qui perdent des parts de marché. Il y a aussi l'Etat qui ne parvient pas à prélever les taxes. Ces gens-là, ce n'est pas la préoccupation de la santé de la population qui les pousse à développer des « campagnes de sensibilisation » mais d'abord la santé de leurs caisses.



« Tradi-praticien » : un métier qui se développe de plus en plus

Il est possible de rendre les soins accessibles à tous. Mais cela relève d'un leurre tant que la santé restera soumise à la loi du profit.



#### **SÉNÉGAL**

## À CAUSE DE L'INCURIE DU POUVOIR, LE PALUDISME FAIT DES RAVAGES DANS LES QUARTIERS DÉFAVORISÉS

En cette période d'hivernage, les quartiers populaires de Dakar sont durement frappés par la prolifération des moustiques. Le paludisme fait des ravages parmi les habitants de ces quartiers défavorisés, notamment parmi les enfants. Les eaux de pluies qui stagnent dans ces bas-quartiers à causes de l'inexistence de canalisations d'évacuation ou du manque d'entretien de celles-ci par les autorités publiques, deviennent de véritables pouponnières à moustiques.

Chaque année les habitants de ces quartiers se plaignent du manque d'engagement de la municipalité de Dakar mais aussi du gouvernement pour mettre fin à leur calvaire. La presse locale relaye parfois la préoccupation des habitants auprès des autorités publiques mais à chaque fois la réponse des responsables est la même : ils se déchargent sur les habitants en les

accusant d'obstruer les canaux d'évacuations des eaux de pluies par des dépôts d'ordures sauvages. Ils accusent aussi les pauvres de construire des habitations sur des zones inondables.

Ces gens qui accusent les pauvres avec un tel mépris d'être les responsables de leur propre malheur, eux, sont bien logés dans les quartiers aérés et ne craignent pas d'être au milieu des immondices et des eaux stagnantes. Ils sont bien plus préoccupés par l'envie pressante de se remplir les poches sur le dos de la population pauvre plutôt que de chercher des solutions pour répondre aux besoins de celle-ci. Raison pour laquelle les travailleurs et leurs familles qui vivent dans les quartiers défavorisés ne peuvent compter que sur leur propre mobilisation pour forcer les autorités à agir.

#### **KENYA**

## UN MÉMORIAL POUR NE PAS OUBLIER LES CRIMES DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE



Afin que les crimes commis par l'impérialisme britannique ne tombent pas dans l'oubli

En plein centre de Nairobi capitale du Kenya un mémorial en hommage aux milliers de morts de la rébellion Mau Mau a été inauguré le 12 septembre par Christian Turner, hautcommissaire du Royaume-Uni et par Gitu wa Kahengeri dirigeant de l'association des vétérans de la guerre Mau Mau. L'inscription suivante a été gravée sur la pierre : « Le gouvernement britannique reconnaît que les Kényans ont été soumis à des actes de torture et d'autres formes de maltraitance de la part de l'administration coloniale ».

Les Mau Mau se rebellaient contre leurs conditions d'existence dignes de l'appartheid. Les noirs étaient interdits des centres urbains, parqués dans les bidonvilles, exploités comme quasi-esclaves par les colons dans les immenses propriétés de thé et de café entre les mains des britanniques.

Ce monument a été financé par la Grande Bretagne, sa construction est l'aboutissement d'un combat de plusieurs années. En effet il y a près d'une douzaine d'années, quatre Kenyans attaquaient en justice l'Etat britannique, lui reprochant la répression d'une révolte qui a eu lieu au Kenya entre 1952 et 1960. La répression avait fait 70 000 victimes et 150 000 Kenyans ont été enfermés dans des camps où les viols, les amputations et les brutalités en tout genre étaient le lot quotidien. Ces personnes veulent obtenir la condamnation de ces actes ainsi que des indemnités pour les victimes de cette répression.

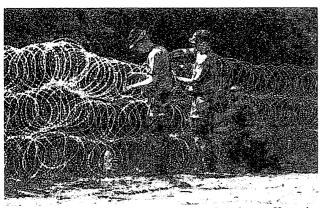
Par la suite ce sont 5 200 Kenyans qui ont porté plainte auprès de la Haute Cour de Londres. En 2013, le tribunal leur a donné raison. Cet aveu de culpabilité est une victoire morale pour les vétérans kényans même si les 3 000 euros versés à chacun en guise de réparation sont dérisoires.

La construction de ce mémorial au centre de Nairobi rappellera les horreurs commises par l'impérialisme britannique en Afrique.

#### LES MIGRANTS

## LIBERTÉ DE CIRCULATION, À BAS LES FRONTIÈRES!

Des centaines de milliers de réfugiés fuient les guerres en Syrie et en Irak. Ils traversent en file continue les frontières de la Turquie, de la Grèce et des pays d'Europe de l'Est comme la Roumanie, la Croatie et la Serbie. La Hongrie vient de terminer la construction le long de sa frontière d'un mur de barbelés; le gouvernement réactionnaire de ce pays a mobilisé l'ensemble de sa police et de son armée pour bloquer les migrants.



Montage de mur de barbelés contre l'immigration en Hongrie

Si au début de ce mois Angela Merkel a entrouvert les portes de l'Allemagne pour accorder quelques droits d'asile un peu plus facilement que d'habitude, cela n'a pas duré longtemps. Tous les dirigeants d'Europe n'arrêtent pas de tergiverser pour savoir si on les laisse entrer ou pas et surtout comment endiguer ce flot de migrants. Ils commencent tous à faire des comptes d'apothicaires pour limiter le nombre que chacun des pays doit accueillir sur son territoire. Selon les données européennes, le nombre des migrants aux frontières de l'UE a atteint 350 000 personnes au cours de sept

premiers mois de 2015. Ils parlent de faire le tri entre les « bons réfugiés », ceux qui fuient la guerre, et les « mauvais migrants », ceux qui fuient la misère. C'est révoltant.

Les dirigeants français et allemands considèrent qu'on ne peut pas admettre tous les migrants dans deux ou trois pays. Il faut selon eux, que les 28 États de l'UE se les partagent et que la majorité des migrants soient renvoyés chez eux. Hollande a annoncé généreusement que la France ne pourra accueillir que 24 000 migrants et cela sur deux ans. Ils sont tous méprisants envers ces populations. Dans un pays riches comme la France il y a de la place pour en accueillir beaucoup plus.

Au Moyen-Orient, en Syrie et en Irak, les populations subissent la guerre depuis des années. Elles ont connu des bombardements quasi quotidiennement. Tous fuient les horreurs de la guerre. C'est inhumain de leur reprocher de fuir. En plus ce sont les grandes puissances qui sont responsables de cette situation infernale. Ce sont eux qui ont soutenu les dictateurs en place en Irak et en Syrie. Elles ont provoqué la montée de djihadistes. Tout cela pour le contrôle de la production de pétrole dans la région.

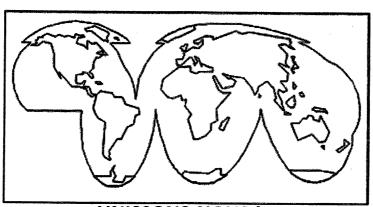
Dans d'autres pays, comme la Somalie et l'Érythrée, les populations subissent des situations similaires : dictature féroce chez l'un, guerre civile depuis des décennies chez l'autre. Ce n'est pas surprenant que les gens fuient leur pays.

Ceux qui fuient la misère, migrants économiques, ne sont pas si différents de ceux qui fuient la guerre. Ce sont tous des victimes directes ou indirectes du système capitaliste qui domine le monde. Partout les grands trusts exploitent et dilapident les ressources du soussol des pays du tiers monde en laissant les populations dans la misère. C'est ce système qui génère la misère et la violence. Et c'est pour fuir cette misère et ces violences que les

populations cherchent à aller ailleurs pour trouver du travail et subvenir aux besoins leur famille.

Il est temps que les prolétaires de tous les pays se donnent les moyens de mettre fin à ces souffrances en renversant ce système capitaliste qui domine le monde. Il faut abattre toutes les frontières et que les hommes circulent librement partout où ils veulent.

# PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS!** 

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.